

De Inspecteurs van Financiën behouden hun raadgevende bevoegdheid inzake de algemene aanwending van de kredieten voor de in het eerste lid bedoelde uitgaven.

Art. 16. In de uitoefening van hun functie onderzoeken de Inspecteurs van Financiën of de voorstellen overeenkomen met de beslissingen van de Regering en met de ministeriële beslissingen.

De opmerkingen van het Rekenhof worden aan de Inspecteurs van Financiën medegedeeld.

Art. 17. Wanneer de betrokken Minister zich niet kan aansluiten bij een ongunstig advies van een Inspecteur van Financiën over één van de in artikel 14, 2° en 3° bedoelde voorstellen, maakt hij het voorstel aanhangig bij de Regering die zich erover moet uitspreken.

Art. 18. Op voordracht van de Minister bevoegd voor de Begroting beslist de Regering over de aanstelling van de Inspecteurs van Financiën.

Art. 19. De Inspecteurs van Financiën kunnen hun opdracht op stukken en ter plaatse uitvoeren. Ze hebben toegang tot alle dossiers en archieven en ontvangen van de diensten alle inlichtingen waarom zij vragen.

Zij mogen niet deelnemen aan het beleid noch het beheer van de diensten van de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

In dringende gevallen kunnen de Ministers vragen dat het advies van de Inspecteur van Financiën hun binnen een door hen bepaalde termijn wordt medegedeeld.

HOOFDSTUK VII. — *Algemene bepalingen en slotbepalingen*

Art. 20. Indien een Minister één van de in dit besluit bedoelde voorstellen voorlegt aan de Regering, aan de Minister bevoegd voor de Begroting of aan de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, voegt hij daar telkens het advies van de Inspecteur van Financiën bij.

Art. 21. Elk besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën, het akkoord van de Regering, van de Minister bevoegd voor de Begroting of van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

In geval van toepassing van artikel 9 vermeldt het de beslissing van de Minister bevoegd voor de Begroting of van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

Art. 22. De toepassing van dit besluit doet geen afbreuk aan de bepalingen die bij besluit door de Regering worden genomen met het oog op de regeling van haar werking.

Art. 23. De leden van de Waalse Regering zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE



F. 97 — 1622

[C — 97/27405]

17 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, alinéa 1^{er};

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'adapter les procédures relatives aux marchés publics à l'entrée en vigueur, au 1^{er} mai 1997, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant également la nécessité d'adopter une disposition permettant au Ministre ayant la Santé dans ses attributions d'octroyer la garantie de la Région aux emprunts contractés par les centres hospitaliers psychiatriques;

Considérant enfin qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible; que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon délibère collégialement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région.

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents.

§ 2. Ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée et admise par le Gouvernement wallon :

- les points non inscrits à l'ordre du jour;
- les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint;
- les points pour lesquels l'accord du Ministre de la Fonction publique, requis en application de l'article 9, § 4, du présent arrêté, n'est pas joint.

§ 3. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon délibère de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire, sauf délégation octroyée par le Gouvernement wallon.

§ 2. Le Gouvernement wallon délibère de toute proposition de décret et d'amendement(s) déposée au Conseil régional wallon.

§ 3. Un Ministre peut évoquer toute affaire relevant d'une matière déléguée.

Art. 4. § 1^{er}. Trimestriellement, une situation budgétaire complète tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des membres du Gouvernement wallon dans un délai de quinze jours après expiration de la période concernée.

La situation comporte une annexe relative au programme d'investissement.

§ 2. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Art. 5. Le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent le projet de délibération suite au refus de visa de la Cour des comptes.

Art. 6. Le Gouvernement wallon délibère de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique régionale.

Art. 7. Les programmes d'investissements matériels couvrant une ou plusieurs années font l'objet d'une délibération du Gouvernement wallon avant l'adoption des projets de budget.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et s'il échet celle de leurs bénéficiaires.

Art. 8. Tout projet de circulaire ou de directive à portée générale est transmis par son auteur aux autres Ministres.

Ceux-ci peuvent dans un délai de huit jours ou à la séance du Gouvernement wallon qui suit la réception, en demander une délibération. Faute d'une telle demande ou évocation, la circulaire est diffusée ou publiée.

Art. 9. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, on appelle :

— dossiers A : les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;

— dossiers B :

1° l'octroi des délégations à des fonctionnaires;

2° les cadres;

3° les déclarations de vacance d'emplois au niveau 1;

4° l'octroi des fonctions supérieures et les promotions au niveau 1;

5° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les commissions et chambres de recours, ainsi que par les commissions de stage au niveau 1;

6° les mutations dans l'intérêt du service à partir des grades de rang A4;

7° l'élaboration des programmes de recrutement;

— dossiers C : les autres décisions administratives relatives au personnel, à l'exception de celles ayant fait l'objet de délégations à des fonctionnaires.

§ 2. Les Secrétaires généraux et les fonctionnaires-dirigeants des organismes d'intérêt public transmettent simultanément tout dossier visé au § 1^{er} au Ministre de la Fonction publique et à celui ou ceux des Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

Chaque Ministre réceptionnaire du dossier dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour faire connaître son avis à celui de ses collègues compétents pour le soumettre au Gouvernement ou pour décider. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

En cas de divergence d'avis, il est procédé à une concertation chez le Ministre de la Fonction publique dans un délai de dix jours ouvrables.

§ 3. Les dossiers A sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant les ministères sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant les organismes d'intérêt public sont soumis au Gouvernement par le Ministre fonctionnellement compétent.

§ 4. Le Gouvernement est seul compétent pour les dossiers A et B.

Le Ministre de la Fonction publique est compétent pour les dossiers C concernant les ministères. Une copie de la décision du Ministre de la Fonction publique est transmise au Ministre fonctionnellement compétent.

Le Ministre fonctionnellement compétent est compétent pour les dossiers C concernant chacun des organismes d'intérêt public. Une copie de la décision du Ministre fonctionnellement compétent est transmise au Ministre de la Fonction publique.

§ 5. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos de tous les dossiers A et B concernant les ministères.

Le Ministre fonctionnellement compétent est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers B concernant chacun des organismes d'intérêt public.

Art. 10. Lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, le Gouvernement wallon arrête les éléments de la politique de la Région, désigne ses représentants auprès de ces organes ou organismes, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports.

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon est seul qualifié pour émettre au nom de la Région un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

§ 2. Le Gouvernement wallon délibère sur les modalités générales des projets de traité et d'accord de coopération à caractère international, sur présentation du Ministre des Relations internationales.

§ 3. Préalablement à leur approbation par le Gouvernement wallon, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre des Relations internationales et le Ministre fonctionnellement compétent.

Le Gouvernement wallon fixe la date d'entrée en vigueur de ces traités et accords.

Art. 12. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 7, 13, 14, 15 et 16 sont déléguées à chacun des Ministres pour ce qui concerne leurs compétences respectives :

1° les décisions portant sur un montant maximum de vingt millions de francs lorsque le bénéficiaire est désigné dans le budget administratif; dans le cas contraire, ce montant est ramené à dix millions;

2° sans limitation du montant, les décisions relatives à des dépenses inscrites dans un programme délibéré au Gouvernement wallon avec indication du ou des bénéficiaires;

3° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmes visés à l'article 7;

4° l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et la réglementation sur l'expansion économique et les aides technologiques relatifs à tout dossier concernant des aides d'un montant inférieur à cent cinquante millions et pour lequel l'Inspection des Finances a donné un avis favorable.

Toutefois, un rapport trimestriel comportant la liste des entreprises et le montant des avantages qui leur sont octroyés en exécution des législations concernées est communiqué aux membres du Gouvernement wallon;

5° l'octroi de la garantie régionale accordée en exécution de la législation et de la réglementation sur l'expansion économique lorsque le crédit à garantir porte sur un montant maximum de cent millions et les aides technologiques lorsqu'elle porte sur un programme maximum de cent millions;

6° les arrêtés approuvant les plans d'aménagement et les règlements d'urbanisme d'initiative communale;

7° les règlements complémentaires sur la police de la circulation routière;

8° les aides en faveur des bâtiments-relais;

9° l'agrément des entrepreneurs;

10° les actions judiciaires exercées au nom du Gouvernement wallon tant en demandant qu'en défendant, le sort à réserver aux exploits d'huissiers notifiés à la Région;

11° la délivrance d'attestation;

12° les contrats de cession amiable, les quittances et autres actes relatifs à l'acquisition ou la cession d'immeubles;

13° les décisions d'octroi de tranches trimestrielles d'un montant égal à payer à l'Office régional de l'Emploi, à l'Institut de formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux comités subrégionaux de l'emploi et la formation;

14° la nomination au sein des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation des membres représentant les organisations des employeurs et des travailleurs;

15° la nomination des membres des commissions emploi-formation-enseignement;

16° les arrêtés approuvant les plans de gestion et les décisions portant approbation des contrats d'accompagnement et des prêts en exécution de la législation et de la réglementation relatives à l'utilisation du compte C.R.A.C. visée dans la convention du 30 juillet 1992 telle qu'amendée et ce, dans la mesure où l'intervention financière de la Région n'est pas sollicitée;

17° l'approbation des programmes triennaux visés à l'article 5 du décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public;

18° l'octroi de la garantie régionale aux emprunts contractés, dans les limites de leur budget d'investissement, par les centres hospitaliers psychiatriques du Chêne aux Haies à Mons et les Marronniers à Tournai en vue de la réalisation de leur objet social, moyennant l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

19° l'octroi de la garantie régionale aux emprunts contractés pour les constructions hospitalières et médico-sociales dans la limite du montant inscrit dans le décret contenant le budget général des dépenses du Ministère de la Région wallonne, en exécution de la convention cadre adoptée par le Gouvernement et relative à cette garantie et des articles 50, § 1^{er}, et 51 de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987, moyennant l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions.

Art. 13. § 1^{er}. Est soumis à l'accord du Gouvernement wallon le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, des marchés publics visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ci-après dénommée la loi, dont l'estimation est supérieure aux montants figurant au tableau ci-après :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	300 millions	65 millions	20 millions
Fournitures	200 millions	20 millions	10 millions
Services	60 millions	10 millions	5 millions

§ 2. L'accord du Gouvernement wallon est également requis avant l'attribution du marché lorsque le montant estimé du marché est inférieur au montant correspondant fixé au § 1^{er}, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant de plus de quinze pour cent.

§ 3. Est également soumise à l'accord du Gouvernement wallon la passation des concessions de travaux publics dont les montants estimés hors TVA correspondent à ceux déterminés au § 1^{er}.

§ 4. Tout projet de convention pouvant avoir pour conséquence d'engager en matière de marchés publics, dans le cadre des seuils prévus au § 1^{er}, la Région wallonne ou un organisme relevant de l'autorité hiérarchique d'un Ministre doit être également soumis à l'accord du Gouvernement wallon.

Art. 14. L'accord du Gouvernement wallon est remplacé par l'accord du Ministre-Président dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1^o, c, et 39, § 2, 1^o, c, de la loi du 24 décembre 1993 pour autant qu'il ne puisse être recueilli préalablement en raison de l'urgence.

Il appartient, dans ce cas, au Ministre compétent d'informer sans délai le Gouvernement wallon. L'urgence invoquée doit être justifiée.

Art. 15. Par dérogation à l'article 13, l'accord du Gouvernement wallon n'est pas requis :

1^o pour les marchés publics à passer par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint, lorsque cette procédure est consécutive à une adjudication publique ou un appel d'offres général pour lequel l'accord préalable du Gouvernement wallon a été recueilli mais auquel il n'a pas été possible de donner suite en raison des difficultés mineures d'interprétation, soit des dispositions du cahier spécial des charges, soit des offres remises.

Le cahier spécial des charges ne peut subir que les adaptations rendues strictement nécessaires par les difficultés précitées;

2^o pour les marchés publics à passer par procédure négociée dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1^o, d et e, et 4^o, et 39, § 2, 1^o, d et g, 3^o, c et d, et 5^o, de la loi du 24 décembre 1993;

3^o dans le cadre de mesures d'office, pour les marchés publics à conclure avec un ou plusieurs tiers pour compte d'un adjudicataire défaillant.

Art. 16. Dans le courant du premier mois qui suit chaque trimestre civil, les décisions relatives à la passation des marchés publics visés aux articles 13 et 15 du présent arrêté, accompagnées du rapport d'adjudication, doivent, dans les mêmes conditions de seuils définis à l'article 13, § 1^{er}, être communiquées pour information au Gouvernement wallon par le Ministre concerné.

Art. 17. Dans le courant du premier mois qui suit chaque trimestre civil, les décisions relatives au choix du mode de passation et à la passation des marchés publics prises par les personnes de droit public qui relèvent du seul pouvoir de contrôle du Gouvernement wallon doivent, dans les mêmes conditions de seuils que celles définies à l'article 13, § 1^{er}, être communiquées pour information au Gouvernement wallon par le Ministre de tutelle.

Seront également communiqués au Gouvernement wallon, l'avis de marché, le rapport d'analyse du marché et les rapports conjoints des commissaires du Gouvernement.

Art. 18. Le montant des marchés publics est à évaluer, selon le cas, en fonction des règles fixées par les articles 2, 28 ou 54 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ou par les articles 2, 21 et 41 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

En cas de travaux, de fournitures ou de services complémentaires à passer par procédure négociée dans les conditions des articles 17, § 2, 2^o, a, 3^o, b, et 39, § 2, 2^o, a, 3^o, b, 4^o, b, et 6^o, de la loi du 24 décembre 1993, le montant du marché principal est également pris en compte.

Art. 19. Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun et les Ministres concernés cosignent la convention qui éventuellement en résulte.

Art. 20. Pour les dossiers relatifs aux objectifs 1, 2 et 5b des fonds structurels, le Ministre-Président est chargé de la coordination interne au niveau de la Région. L'introduction de ces mêmes dossiers au Gouvernement wallon relève de la compétence conjointe du Ministre-Président et du Ministre des Relations internationales, ce dernier étant seul compétent pour leur transmission vers les instances européennes.

La présidence des différents comités est assurée de la manière suivante :

1. Comités de suivi (CDS) :

— présidence : Ministre des Relations internationales.

2. Comités techniques et financiers (CTF) et groupes techniques :

* *C.T.F. - FEDER - Economie et attractivités* :

— présidence : Ministre des Relations internationales;

— vice-présidence : Ministre de l'Economie.

* *C.T.F. - F.S.E. - Ressources humaines* :

— présidence : Ministre de la Formation;

— vice-présidence : Ministre des Relations internationales.

* *Groupe technique Feoga* :

— présidence : Ministre de l'Agriculture;

— vice-présidence : Ministre des Relations internationales.

* *Groupe technique objectifs 3 et 4* :

— présidence : Ministre de l'Emploi,

— vice-présidence : Ministre des Relations internationales.

Art. 21. Préalablement à la décision, les dossiers relatifs à l'implantation des services et organismes régionaux font l'objet d'une concertation entre le Ministre chargé de l'Implantation et le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire et l'Equipement dans ses attributions.

Art. 22. Préalablement à la décision, les dossiers relatifs aux investissements dans la filière bois et portant sur un montant supérieur à cinquante millions de francs font l'objet d'une concertation entre le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles.

Art. 23. Préalablement à la décision, toute demande d'agrément des entrepreneurs est soumise, pour avis, au Ministre de l'Economie par le Ministre de l'Equipement.

Art. 24. Chaque Ministre arrête les expropriations nécessaires à l'exercice de ses compétences.

Art. 25. Le Gouvernement wallon accrédite les Inspecteurs des Finances et détermine leur affectation auprès de ses membres sur proposition du Ministre du Budget.

Art. 26. L'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 1996, est abrogé.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Art. 28. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministres des Affaires intérieures et la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENGERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

ÜBERSETZUNG

D. 97 — 1622

[C — 97/27405]

17. JULI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 68 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 über die Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Verfahren im Bereich der öffentlichen Aufträge an das Inkrafttreten am 1. Mai 1997 des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge anzupassen;

In Erwägung der Notwendigkeit, ebenfalls eine Bestimmung zu treffen, die dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Gesundheitswesen gehört, erlaubt, die Bürgerschaft der Region für die von den psychiatrischen Kliniken aufgenommenen Anleihen zu bieten;

In der Erwägung, daß der Regierung die Möglichkeit gegeben werden soll, so wirksam wie möglich zu arbeiten; daß die vorliegenden Bestimmungen daher unverzüglich in Kraft treten sollen;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung berät kollegial im Wege des Konsenses und bestimmt die politischen Leitlinien für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen, unbeschadet der Vollmachten, die sie ihren Mitgliedern erteilt.

Art. 2 - § 1. Die Beschlüsse der Wallonischen Regierung über die in der Tagesordnung vorgesehenen Punkte sind nur gültig, wenn mehr als die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind.

§ 2. Folgende Punkte werden außer bei ordnungsgemäß nachgewiesener und von der Wallonischen Regierung angenommener Dringlichkeit nicht berücksichtigt:

— die Punkte, die nicht auf der Tagesordnung stehen;

— die Punkte, für die das Gutachten der Finanzinspektion nicht beigelegt ist;

— die Punkte, für die das in Anwendung von Artikel 9, § 4 des vorliegenden Erlasses erforderliche Einverständnis des Ministers des Öffentlichen Dienstes nicht beigelegt ist.

§ 3. Die Vertagung eines Punktes kann vor der Sitzung von einem Mitglied beantragt werden, dessen Abwesenheit gerechtfertigt ist.

Art. 3 - § 1. Die Wallonische Regierung berät über jeden Entwurf von Dekret oder Erlaß mit Verordnungskarakter, außer wenn sie eine diesbezügliche Vollmacht erteilt hat.

§ 2. Die Wallonische Regierung berät über sämtliche Vorschläge von Dekreten und Abänderung(en), die im Wallonischen Regionalrat eingebracht werden.

§ 3. Ein Minister kann jede Angelegenheit zur Sprache bringen, die Gegenstand einer Vollmacht ist.

Art. 4 - § 1. Jedes Quartal wird jedem Mitglied der Wallonischen Regierung binnen funfzehn Tagen nach Ablauf des betreffenden Zeitraums eine vollständige Übersicht über den Haushalt übermittelt, sowohl was die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen als auch den Stand der Einnahmen und der Ausgaben betrifft.

Die Übersicht enthält eine Anlage über das Investitionsprogramm.

§ 2. Jeder Minister hat für die Angelegenheiten, die zu seinen Zuständigkeiten gehören, direkten Zugang zu der Buchführung über die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

Art. 5 - Der Minister des Haushalts hat den Auftrag, zusammen mit dem von der Funktion her betroffenen Minister den Beschlußentwurf auszuarbeiten und vorzulegen, wenn der Rechnungshof seinen Sichtvermerk verweigert hat.

Art. 6 - Die Wallonische Regierung beschließt über jeden Gründungs-, Dezentralisierungs-, Dekonzentrations- oder Umstrukturierungsentwurf bzw. -vorschlag in bezug auf die öffentlichen Dienststellen, Organisationen und Einrichtungen, die mit der Durchführung der regionalen Politik beauftragt sind.

Art. 7 - Die Programme über materielle Investitionen, die ein oder mehrere Jahre umfassen, sind vor der Annahme der Haushaltsentwürfe Gegenstand einer Beratung der Wallonischen Regierung.

Diese Programme enthalten insbesondere die genaue Angabe des Betrags der Beihilfen und Zuschüsse oder die Schätzung der Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, die genaue Angabe ihrer Zweckbestimmung und gegebenenfalls der Empfänger.

Art. 8 - Jeglicher Entwurf eines Rundschreibens oder einer Richtlinie allgemeiner Art wird durch den Verfasser an die anderen Minister weitergeleitet.

Diese haben das Recht, binnen acht Tagen oder bei der Sitzung der Wallonischen Regierung, die auf der Eingang des besagten Entwurfs folgt, eine Beratung darüber zu beantragen. In Ermangelung eines solchen Antrags bzw. einer solchen Aufforderung wird das Rundschreiben verbreitet oder veröffentlicht.

Art. 9 - § 1. Für die Anwendung dieses Artikels versteht man unter:

— Akten A: die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungskarakter

— Akten B:

1° die Erteilung von Vollmachten an Beamte;

2° die Stellenpläne;

3° die Verkündung von freien Stellen der Stufe 1;

4° die Erteilung von höheren Funktionen und die Beförderungen in der Stufe 1;

5° die endgültigen Beschlüsse im Anschluß an die von den Berufungsausschüssen und Berufungskammern sowie von den Ausschüssen in Sachen Probezeiten in der Stufe 1 abgegebenen Gutachten;

6° Die Personalversetzungen im Interesse des Dienstes ab dem Dienstgrad A4;

7° die Aufstellung der Anwerbungsprogramme.

— Akten C: die sonstigen verwaltungsmäßigen Beschlüsse in Sachen Personal, mit Ausnahme derjenigen, die Gegenstand von Vollmachten an Beamte gewesen sind.

§ 2. Die Generalsekretäre und die leitenden Beamten der Einrichtungen öffentlichen Interesses übermitteln jede in § 1 erwähnte Akte gleichzeitig dem Minister des Öffentlichen Dienstes und dem bzw. den von der Funktion her zuständigen Minister(n).

Jeder Minister, dem die Akte zugestellt wird, verfügt über eine Frist von zehn Werktagen, um dem bzw. den zuständigen Kollegen sein Gutachten abzugeben, um dieses anschließend der Regierung vorzulegen oder einen Beschluß zu fassen. Nach Ablauf dieser Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit findet eine Konzertierung beim Minister des Öffentlichen Dienstes innerhalb einer Frist von zehn Werktagen statt.

§ 3. Die Akten A werden der Regierung durch den Minister des Öffentlichen Dienstes vorgelegt.

Die Akten B, die die Ministerien betreffen, werden der Regierung durch den Minister des Öffentlichen Dienstes vorgelegt.

Die Akten B, die die Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, werden der Regierung durch den von der Funktion her zuständigen Minister vorgelegt.

§ 4. Die Regierung allein ist für die Akten A und B zuständig.

Der Minister des Öffentlichen Dienstes ist für die Akten C, die die Ministerien betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministers des Öffentlichen Dienstes wird dem von der Funktion her zuständigen Minister übermittelt.

Der von der Funktion her zuständige Minister ist für die Akten C, die jede der Einrichtungen öffentlichen Dienstes betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des von der Funktion her zuständigen Ministers wird dem Minister des Öffentlichen Dienstes übermittelt.

§ 5. Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der gesamten Akten A und B, die die Ministerien betreffen, gefaßt worden sind.

Der von der Funktion her zuständige Minister wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der Akten B, die jede der Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, gefaßt worden sind.

Art. 10 - Wenn die Region entweder an der Gestaltung bzw. der Ausarbeitung einer Politik beteiligt ist oder innerhalb der damit beauftragten Organe bzw. Einrichtungen vertreten ist, legt die Wallonische Regierung die Elemente der Politik der Region fest, benennt ihre Vertreter innerhalb dieser Organe bzw. Einrichtungen, erteilt ihnen sämtliche erforderlichen Anweisungen und nimmt ihre Berichte entgegen.

Art. 11 - § 1. Unbeschadet der Vollmachten, die die Wallonische Regierung ihren Mitgliedern erteilt, ist sie allein befugt, um im Namen der Region ein Gutachten für föderale, gemeinschaftliche, europäische oder internationale Behörden oder Organisationen abzugeben, sowie um einen Bericht oder einen Antrag an diese zu richten.

§ 2. Die Wallonische Regierung beschließt über die allgemeinen Modalitäten der Entwürfe von Kooperationsverträgen und -abkommen mit internationalem Charakter, die der Minister der Internationalen Beziehungen vorlegt.

§ 3. Die Kooperationsverträge und -abkommen werden, bevor sie von der Wallonischen Regierung genehmigt werden, gemeinsam vom Minister der Internationalen Beziehungen und von dem von der Funktion her betroffenen Minister vorbereitet.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Datum, an dem diese Verträge bzw. Abkommen in Kraft treten.

Art. 12 - Unbeschadet der in den Artikeln 7 13 14 15 und 16 vorgesehenen Bestimmungen ist jeder der Minister in seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich für Folgendes befugt:

1° die Beschlüsse in bezug auf einen Höchstbetrag von zwanzig Millionen Franken, wenn der Empfänger im Verwaltungshaushalt genannt ist; andernfalls wird dieser Betrag auf zehn Millionen verringert;

2° die Beschlüsse in bezug auf Ausgaben, die unter Angabe des bzw. der Empfänger in einem von der Wallonischen Regierung beschlossenen Programm eingetragen sind, ohne Begrenzung des Betrags;

3° die Erlasse, durch die Zuschüsse gleich welcher Höhe in Durchführung der in Artikel 7 erwähnten Programme gewährt werden;

4° die Bewilligung der Vorteile, die in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs und der technologischen Hilfsmittel gewährt werden und sich auf jegliche Akte beziehen, die Investitionen unter hundertfünfzig Millionen Franken betrifft und über welche die Finanzinspektion ein günstiges Gutachten abgegeben hat. Den Mitgliedern der Wallonischen Regierung wird jedoch ein vierteljährlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Betriebe und den Betrag der Vorteile angibt, die ihnen in Durchführung der betreffenden Rechtsvorschriften gewährt werden;

5° die Erteilung der Bürgschaft der Region, die gewährt wird in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs, wenn der zu verbürgende Kredit sich auf einen Höchstbetrag von hundert Millionen Franken beläuft, und bezüglich der technologischen Hilfsmittel, wenn sie sich auf ein Programm von höchstens hundert Millionen Franken bezieht;

6° die Erlasse, durch die die auf die Initiative der Gemeinden hin erstellten Raumordnungspläne und Städtebauordnungen genehmigt werden;

- 7° die zusätzlichen Regelungen in bezug auf die Straßenverkehrsordnung;
- 8° die Beihilfen zugunsten von Relaisgebäuden;
- 9° die Zulassung der Unternehmer;
- 10° die gerichtlichen Schritte, die sowohl als Kläger als auch als Beklagter im Namen der Wallonischen Regierung unternommen werden, und die weitere Behandlung der der Region vom Gerichtsvollzieher zugestellten Schriftstücke;
- 11° die Ausstellung von Bescheinigungen;
- 12° die Verträge über gütliche Abtretungen, die Quittungen und anderen Rechtsgeschäfte in bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von Gebäuden.
- 13° die Beschlüsse über die Gewährung von vierteljährlichen, gleichwertigen Teilzahlungen zugunsten des "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), des "Institut de Formation permanente des Classes moyennes et des petites et moyennes entreprises" (Institut für die ständige Weiterbildung des Mittelstandes und der kleinen und mittleren Betriebe) sowie der "Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation" (Subregionale Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung);
- 14° die Ernennung der Mitglieder, die die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen innerhalb der "Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation" vertreten;
- 15° die Ernennung der Mitglieder der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommissionen.
- 16° die Erlasse zur Genehmigung der Verwaltungspläne und die Beschlüsse zur Billigung der Begleitverträge und der Darlehen in Ausführung der Gesetzgebung und der Regelung bezüglich der Benutzung des Kontos des C.R.A.C (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), so wie sie im seitdem abgeänderten Abkommen vom 30. Juli 1992 gemeint ist, soweit die finanzielle Beteiligung der Region nicht beantragt wird.
- 17° die Genehmigung der Dreijahresprogramme, die in Artikel 5 des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, erwähnt sind;
- 18° die Gewährung der regionalen Bürgschaft für die Anleihen, die die psychiatrischen Kliniken "Chêne aux Haies" in Mons und "Les Marronniers" in Tournai für die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks in den Grenzen ihres Investitionsplans aufgenommen haben, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;
- 19° die Gewährung der regionalen Bürgschaft für die Anleihen, die für die Krankenhaus- und sozialmedizinischen Gebäude aufgenommen werden, in den Grenzen des im Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eingetragenen Betrags in Ausführung des von der Regierung angenommenen Rahmenabkommens über diese Bürgschaft und der Artikel 50 § 1 und 51 des am 7. August 1987 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört.

Art. 13 - § 1. Die Wahl des Vergabeverfahrens — einschließlich der Auftragsbekanntmachung — bezüglich der öffentlichen Aufträge, die in Artikel 6, Absatz 1 des nachstehend "das Gesetz" genannten Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge gemeint sind, unterliegt der Zustimmung der Wallonischen Regierung, wenn deren Schätzwert die in der nachstehenden Tabelle angegebenen Beträge übersteigt:

	Öffentliche Ausschreibung oder allgemeiner Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf. — Verhandlungsverfahren mit öffentlicher Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne öffentliche Bekanntmachung
Bau- und Arbeitsleistungen	300 Millionen	65 Millionen	20 Millionen
Lieferungen	200 Millionen	20 Millionen	10 Millionen
Dienstleistungen	60 Millionen	10 Millionen	5 Millionen

§ 2. Die Zustimmung der Wallonischen Regierung wird ebenfalls vor der Vergabe des Auftrags erfordert, wenn der abgeschätzte Auftragspreis unter dem in § 1 bestimmten entsprechenden Betrag liegt, während der Betrag des zu genehmigenden Angebots diesen Betrag jedoch um mehr als 15 % übersteigt.

§ 3. Die Vergabe von öffentlichen Baukonzessionen, deren abgeschätzte Beträge exkl. MWSt den in § 1 festgelegten Beträgen entsprechen, unterliegt ebenfalls der Zustimmung der Wallonischen Regierung.

§ 4. Jeder Entwurf einer Vereinbarung, die dazu führen kann, daß die Wallonische Region oder eine von der hierarchischen Obrigkeit eines Ministers abhängende Einrichtung in Sachen öffentlicher Aufträge und im Rahmen der in § 1 angeführten Schwellen Verbindlichkeiten eingeht, bedarf ebenfalls der Zustimmung der Wallonischen Regierung.

Art. 14 - In den in Artikeln 17, § 2, 1°, c und 39, § 2, 1°, c des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 erwähnten Fällen wird die Zustimmung der Wallonischen Regierung durch die Zustimmung des Minister-Vorsitzenden ersetzt, soweit sie aufgrund der Dringlichkeit nicht vorher eingeholt werden konnte.

In diesem Fall hat der von der Funktion her betroffene Minister, die Wallonische Regierung unverzüglich darüber zu informieren. Die angeführte Dringlichkeit muß begründet werden.

Art. 15 - In Abweichung von Artikel 13 wird die Zustimmung der Wallonischen Regierung in folgenden Fällen nicht erfordert:

- 1° bei öffentlichen Aufträgen, die durch beschränkte Ausschreibung oder durch beschränkten Angebotsaufruf zu vergeben sind, wenn dieses Verfahren die Folge einer öffentlichen Ausschreibung oder eines allgemeinen Angebotsaufrufs ist, für die bzw. den die vorherige Zustimmung der Wallonischen Regierung eingeholt worden ist aber denen keine Folge geleistet werden konnte aufgrund nebensächlicher Schwierigkeiten in der Auslegung der Bestimmungen des Sonderlastenheftes oder der eingereichten Angebote;

Im Sonderlastenheft dürfen nur diejenigen Anpassungen gemacht werden, die aufgrund der vorerwähnten Schwierigkeiten unbedingt notwendig geworden sind.

2° bei öffentlichen Aufträgen, die in den in Artikeln 17, § 2, 1°, *d* und *e*, und 4°, und 39, § 2, 1°, *d* und *g*, 3°, *c* und *d*, und 5° des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 erwähnten Fällen durch ein Verhandlungsverfahren zu vergeben sind;

3° im Rahmen von zwangsweise zu treffenden Maßnahmen für die mit einem bzw. mehreren Dritten auf Rechnung eines ausfallenden Auftragnehmers abzuschließenden öffentlichen Aufträge.

Art. 16 - Im Laufe des ersten Monats nach jedem Kalenderquartal müssen die Beschlüsse über die Vergabe der in Artikeln 13 und 15 des vorliegenden Erlasses erwähnten öffentlichen Aufträge durch den betroffenen Minister der Wallonischen Regierung zur Information mitgeteilt werden, unter Berücksichtigung derselben Bedingungen wie in Artikel 13 § 1, was die Schwellen angeht.

Art. 17 - Im Laufe des ersten Monats nach jedem Kalenderquartal müssen die Beschlüsse über die Wahl des Vergabeverfahrens und die Vergabe der öffentlichen Aufträge, die von öffentlich-rechtlichen Personen getroffen werden, die einzig und allein der Kontrollbefugnis der Wallonischen Regierung unterstehen, durch den übergeordneten Minister der Wallonischen Regierung zur Information mitgeteilt werden, unter Berücksichtigung derselben Bedingungen wie in Artikel 13 § 1, was die Schwellen angeht.

Die Auftragsbekanntmachung, der Auftragsanalysenbericht und die gemeinsamen Berichte der Kommissare werden der Wallonischen Regierung ebenfalls mitgeteilt.

Art. 18 - Der Betrag der öffentlichen Aufträge ist je nach Fall gemäß den Regeln festzulegen, die in Artikeln 2, 28 oder 54 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen und über die öffentlichen Baukonzessionen oder in Artikeln 2, 21 und 41 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen in den Bereichen der Wasser- und Energieversorgung, des Transportwesens und der Telekommunikation bestimmt sind.

Im Falle von zusätzlichen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen, die durch ein Verhandlungsverfahren unter den Bedingungen von Artikeln 17, § 2, 2°, *a*, 3°, *b*, und 39, § 2, 2°, *a*, 3°, *b*, 4°, *b* und 6° des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 zu vergeben sind, wird der Betrag des Hauptauftrags ebenfalls in Betracht genommen.

Art. 19 - Unbeschadet der anderen Bestimmungen, die im vorliegenden Erlaß vorgesehen sind, sind die Minister ein jeder in seinem eigenen Zuständigkeitsbereich befugt, um die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Ordnungen und Rundschreiben anzuwenden.

Wenn mehrere Minister für dieselben Angelegenheiten zuständig sind, beginnt die Konzertierung schon bei dem Entwurf der Vorschläge im Hinblick auf eine gemeinsame Ausarbeitung. Die eventuell daraus hervorgehende Vereinbarung wird von den betreffenden Ministern gemeinsam unterzeichnet.

Art. 20 - Für die Akten bezüglich der Ziele Nr. 1 2 und 5 *b* der Strukturfonds wird der Minister-Vorsitzende mit der internen Koordinierung auf Regionalebene beauftragt. Die Einreichung dieser Akten bei der Wallonischen Regierung fällt in den gemeinsamen Zuständigkeitsbereich des Minister-Vorsitzenden und des Ministers der Internationalen Beziehungen. Dieser allein ist zuständig für ihre Übermittlung an die europäischen Instanzen.

Der Vorsitz der verschiedenen Ausschüsse wird wie folgt geführt:

1. Begleitausschüsse (CDS):

— Vorsitz: Minister der Internationalen Beziehungen.

2. Technische und finanzielle Ausschüsse (CTF) und technische Gruppen

* *C.T.F. - FEDER - Wirtschaft und Attraktivitäten:*

— Vorsitz: Minister der Internationalen Beziehungen

— Stellvertretender Vorsitz: Minister der Wirtschaft.

* *C.T.F. - F.S.E. - Menschliche Ressourcen:*

— Vorsitz: Minister der Ausbildung

— Stellvertretender Vorsitz: Minister der Internationalen Beziehungen.

* *Technische Gruppe "Feoga":*

— Vorsitz: Minister der Landwirtschaft

— Stellvertretender Vorsitz: Minister der Internationalen Beziehungen.

* *Technische Gruppe Ziele Nr. 3 und 4:*

— Vorsitz: Minister der Beschäftigung

— Stellvertretender Vorsitz: Minister der Internationalen Beziehungen.

Art. 21 - Die Akten bezüglich der Wahl des Standortes der regionalen Dienststellen und Einrichtungen sind vor der Entscheidung Gegenstand einer Konzertierung zwischen dem mit der Wahl des Standortes beauftragten Minister und dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung und die Ausrüstung gehören.

Art. 22 - Die Akten bezüglich der Investitionen im Holzgewerbe, die einen Betrag von mehr als fünfzig Millionen BEF betreffen, sind vor der Entscheidung Gegenstand einer Konzertierung zwischen dem Minister der Wirtschaft und dem Minister der Umwelt und der Naturschätze.

Art. 23 - Jeder Antrag auf Zulassung der Unternehmer wird vor der Entscheidung vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung gehört, dem mit der Wirtschaft beauftragten Minister zwecks Gutachten vorgelegt.

Art. 24 - Jeder Minister beschließt die zur Ausübung seiner Zuständigkeiten erforderlichen Enteignungen.

Art. 25 - Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts beglaubigt die Wallonische Regierung die Finanzinspektoren; sie bestimmt, wie sie bei ihren Mitgliedern eingesetzt werden.

Art. 26 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 1996, wird aufgehoben.

Art. 27 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 28 - Die Minister werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

VERTALING

N. 97 — 1623

[C - 97/27405]

17 JULI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van de werking van de Waalse Regering

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 68, eerste lid;

Gelet op het decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de procedures inzake overheidsopdrachten aangepast moeten worden vóór 1 mei 1997, datum van inwerkingtreding van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat het eveneens geboden is een beschikking aan te nemen waarbij de voor het gezondheidsbeleid bevoegde Minister de waarborg van het Gewest kan toekennen voor leningen die door de psychiatrische ziekenhuizen worden aangegaan;

Overwegende dat de werking van de Regering zo doeltreffend mogelijk moet zijn en dat de bepalingen van dit besluit derhalve zo spoedig mogelijk in werking moeten treden;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die ze aan haar leden verleent, beraadslaagt de Waalse Regering collegiaal volgens de consensusprocedure en bepaalt zij de politieke koers voor de materies die tot de bevoegdheid van het Gewest behoren.

Art. 2. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt op geldige wijze over de agendapunten indien meer dan de helft van haar leden aanwezig zijn.

§ 2. Behoudens in behoorlijk verantwoorde en door de Waalse Regering toegestane dringende gevallen, wordt geen rekening gehouden met :

— de punten die niet op de agenda staan;

— de punten waarvoor het advies van de Inspectie van Financiën niet bijgevoegd is;

— de punten waarvoor het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, vereist overeenkomstig artikel 9, § 4, van dit besluit, niet bijgevoegd is.

§ 3. Het lid wiens afwezigheid verantwoord is, kan vóór de vergadering de verdaging van een agendapunt vragen.

Art. 3. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp van decreet en reglementair besluit, behoudens door haar verleende delegatie.

§ 2. De Waalse Regering beraadslaagt over elk voorstel van decreet en amendement(en) dat bij de Waalse Gewestraad wordt ingediend.

§ 3. Een Minister kan alles aanhalen wat tot een gedelegeerde bevoegdheid behoort.

Art. 4. § 1. Om de drie maanden wordt een volledige begrotingstoestand zowel van de vastleggingen en de ordonnanceringen als van de ontvangsten en uitgaven aan ieder lid van de Waalse Regering overgemaakt binnen een termijn van veertien dagen na afloop van de betrokken periode.

De toestand bevat een bijlage met het investeringsprogramma.

§ 2. Voor de materies die tot zijn bevoegdheden behoren, heeft iedere Minister rechtstreeks toegang tot de boekhouding van de vastleggingen en ordonnanceringen.

Art. 5. De Minister van Begroting is, samen met de functioneel bevoegde Minister, belast met het uitwerken en het indienen van het ontwerp van beraadslaging ingevolge de weigering van visum van het Rekenhof.

Art. 6. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp of voorstel van oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de openbare diensten, lichamen en instellingen belast met het voeren van het gewestelijk beleid.

Art. 7. Vooraleer de begrotingsontwerpen worden goedgekeurd, beraadslaagt de Waalse Regering over de zakelijke investeringsprogramma's die over één of meerdere jaren lopen.

De programma's vermelden met name het juiste bedrag van de tegemoetkomingen en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, de bestemming ervan en, in voorkomend geval, de rechthebbenden.

Art. 8. Ieder ontwerp van omzendbrief of richtlijn met een algemene draagwijdte wordt door de auteur ervan aan de andere Ministers gezonden.

Deze laatste kunnen binnen acht dagen of op de eerste zitting van de Waalse Regering na ontvangst van het ontwerp vragen dat hierover beraadslaagd wordt. Bij gebrek aan een verzoek of evocatie wordt de omzendbrief verspreid of bekendgemaakt.

Art. 9. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

— dossiers A : de besluiten van organieke of reglementaire aard;

— dossiers B :

1° het verlenen van delegaties aan ambtenaren;

2° de personeelsformaties;

3° het vacantverklaren van betrekkingen in niveau 1;

4° de toekenning van hogere functies en de bevorderingen in niveau 1;

5° de definitieve beslissingen i.v.m. adviezen gegeven door de commissies en de raden van beroep, alsook door de stagecommissies in niveau 1;

6° de mutaties in het belang van de dienst vanaf de graden van rang A4;

7° het uitwerken van de wervingsprogramma's;

— dossiers C : de andere administratieve beslissingen m.b.t. het personeel, behalve die waarvoor delegaties aan ambtenaren zijn verleend.

§ 2. De secretarissen-generaal en de leidende ambtenaren van de instellingen van openbaar nut zenden elk dossier waarvan sprake in § 1 tegelijkertijd aan de Minister van Ambtenarenzaken en aan de functioneel bevoegde Minister(s).

De Minister die het dossier in ontvangst neemt, beschikt over een termijn van tien werkdagen om zijn advies mee te delen aan zijn collega(s) die bevoegd is/zijn om het dossier aan de Regering voor te leggen of om te beslissen. Na verloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

In geval van verschillende adviezen, wordt binnen tien werkdagen overleg gepleegd bij de Minister van Ambtenarenzaken.

§ 3. De dossiers A worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Regering voorgelegd.

De dossiers B betreffende de ministeries worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Regering voorgelegd.

De dossiers B betreffende de instellingen van openbaar nut worden door de functioneel bevoegde Minister aan de Regering voorgelegd.

§ 4. Alleen de Regering is bevoegd voor de dossiers A en B.

De Minister van Ambtenarenzaken is bevoegd voor de dossiers C betreffende de ministeries. Een afschrift van de beslissing van de Minister van Ambtenarenzaken wordt aan de functioneel bevoegde Minister gezonden.

De functioneel bevoegde Minister is bevoegd voor de dossiers C betreffende elk van de instellingen van openbaar nut. Een afschrift van de beslissing van de functioneel bevoegde Minister wordt aan de Minister van Ambtenarenzaken gezonden.

§ 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van de door de Regering genomen beslissingen i.v.m. alle dossiers A en B betreffende de ministeries.

De functioneel bevoegde Minister is belast met de uitvoering van de door de Regering genomen beslissingen i.v.m. de dossiers B betreffende elk van de instellingen van openbaar nut.

Art. 10. Wanneer het Gewest hetzij betrokken is bij het concipiëren of het uitwerken van een beleid, hetzij vertegenwoordigd is binnen de lichamen of instellingen die ermee belast zijn, bepaalt de Waalse Regering de elementen van het gewestelijk beleid, wijst ze haar vertegenwoordigers binnen deze lichamen of instellingen aan, geeft ze hen alle nuttige richtlijnen en neemt ze hun verslagen in ontvangst.

Art. 11. § 1. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, is de Waalse Regering alleen bevoegd om, namens het Gewest, een advies uit te brengen voor de nationale, communautaire, Europese of internationale overheden of instellingen, alsook om hen een verslag of een aanvraag toe te zenden.

§ 2. De Waalse Regering beraadslaagt, op de voordracht van de Minister van Internationale Betrekkingen, over de algemene voorwaarden betreffende ontwerpen van samenwerkingsverdragen en -overeenkomsten met een internationale draagwijdte.

§ 3. Vooraleer door de Waalse Regering te worden goedgekeurd, worden de samenwerkingsverdragen en -overeenkomsten gezamenlijk voorbereid door de Minister van Internationale Betrekkingen en de functioneel bevoegde Minister.

De Waalse Regering bepaalt de datum waarop die verdragen en overeenkomsten in werking treden.

Art. 12. Onverminderd de bepalingen waarvan sprake in de artikelen 7, 13, 14, 15 en 16 zijn alle Ministers, ieder wat zijn bevoegdheden betreft, gemachtigd voor :

1° de beslissingen betreffende een maximumbedrag van twintig miljoen frank als de rechthebbende in de administratieve begroting vermeld staat; in het tegenovergestelde geval wordt dat bedrag tot tien miljoen teruggebracht;

2° zonder beperking van het bedrag, de beslissingen betreffende uitgaven die, met vermelding van de rechthebbende(n), in een binnen de Waalse Regering beraadslaagd programma opgenomen zijn;

3° de besluiten tot toekenning van subsidies, ongeacht het bedrag ervan, in uitvoering van de in artikel 7 bedoelde programma's;

4° de toekenning van voordelen krachtens de wetgeving en de reglementering op de economische expansie, en de technologische hulpmiddelen voor elk dossier betreffende tegemoetkomingen waarvan het bedrag kleiner is dan honderdvijftig miljoen en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies heeft gegeven. De leden van de Waalse Regering zullen echter een driemaandelijks verslag ontvangen met de lijst van de ondernemingen en het bedrag van de voordelen die zij krachtens voormelde wetgeving genieten;

5° de toekenning van de gewestelijke waarborg krachtens de wetgeving en de reglementering op de economische expansie als het te waarborgen krediet op een maximumbedrag van honderd miljoen slaat, en de technologische hulpmiddelen als zij betrekking hebben op een programma van maximum honderd miljoen;

6° de besluiten tot goedkeuring van plannen van aanleg en van reglementen inzake stedenbouw uitgaande van de gemeenten;

7° de aanvullende reglementeringen van de politie op het wegverkeer;

8° de tegemoetkomingen voor relaisgebouwen;

9° de erkenning van aannemers;

10° de gerechtelijke acties ondernomen, als eiser en als verweerder, in naam van de Waalse Regering, het lot van de aan het Gewest betekende deurwaardersexploten;

11° de afgifte van getuigschriften;

12° de contracten van minnelijke overdracht, de kwijtingen en andere verrichtingen betreffende de aankoop of de afstand van onroerende goederen;

13° de beslissingen i.v.m. de toekenning van gelijkwaardige driemaandelijkse tranches aan de "Office régional de l'emploi" (Gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling), het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming;

14° de benoeming binnen de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming van de leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

15° de benoeming van de leden van de commissies tewerkstelling-vorming-onderwijs;

16° de besluiten tot goedkeuring van de beheersplannen en de beslissingen houdende goedkeuring van de begeleidingsovereenkomsten en de leningen in uitvoering van de wetgeving en de reglementering betreffende het gebruik van de C.R.A.C.-rekening waarvan sprake in de overeenkomst van 30 juli 1992, zoals gewijzigd, voor zover de financiële tegemoetkoming van het Gewest niet wordt gevraagd.

17° de goedkeuring van de driejarenprogramma's die bedoeld worden in artikel 5 van het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut;

18° de toekenning van de gewestelijke waarborg voor leningen die de psychiatrische ziekenhuizen "Le Chêne aux Haies" en "Les Marronniers" met de instemming van de Minister van Begroting binnen de grenzen van hun investeringsbegroting aangaan om hun maatschappelijk doel te verwezenlijken;

19° de toekenning van de gewestelijke waarborg voor leningen die de ziekenhuizen en de medisch-sociale inrichtingen met de instemming van de Minister van Begroting aangaan binnen de grenzen van het bedrag waarvan sprake in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, overeenkomstig de door de Regering goedgekeurde raamovereenkomst betreffende die waarborg en overeenkomstig de artikelen 50, § 1, en 51 van de op 7 augustus 1987 gecoördineerde wet op de ziekenhuizen.

Art. 13. § 1. De instemming van de Waalse Regering wordt vereist voor de keuze van de wijze van gunning, met inbegrip van de aankondiging van opdracht, van de overheidsopdrachten die bedoeld worden in artikel 6, eerste lid, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, hierna de wet genoemd, en waarvan het geraamde bedrag hoger is dan de hiernavermelde bedragen :

	Openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag. — Onderhan- delingsprocedure met bekend- making	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	300 miljoen	65 miljoen	20 miljoen
Leveringen	200 miljoen	20 miljoen	10 miljoen
Diensten	60 miljoen	10 miljoen	5 miljoen

§ 2. De instemming van de Waalse Regering wordt ook vereist voor de gunning van een opdracht waarvan het geraamde bedrag lager is dan het overeenstemmend bedrag bedoeld in § 1, terwijl het bedrag van de goed te keuren offerte dat bedrag met meer dan vijftien procent overschrijdt.

§ 3. De instemming van de Regering wordt vereist voor de gunning van concessies van openbare werken waarvan de excl. BTW geraamde bedragen overeenstemmen met die bedoeld in § 1.

§ 4. De instemming van de Waalse Regering wordt vereist voor elk ontwerp van overeenkomst op grond waarvan het Waalse Gewest of een instelling die onder het hiërarchische gezag van een Minister staat, verbintenissen i.v.m. overheidsopdrachten aangaat met inachtneming van de in § 1 bedoelde bedragen.

Art. 14. In de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, c, en 39, § 2, 1°, c, van de wet van 24 december 1994 wordt de instemming van de Waalse Regering vervangen door de instemming van de Minister-Voorzitter, voor zover ze niet verkregen kan worden wegens de dringende noodzakelijkheid.

In dat geval moet de bevoegde Minister de Waalse Regering zo spoedig mogelijk op de hoogte brengen. De ingeroepen dringende noodzakelijkheid moet gerechtvaardigd worden.

Art. 15. In afwijking van artikel 13 wordt de instemming van de Waalse Regering niet vereist :

1° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de beperkte aanbesteding of de beperkte offerteaanvraag, wanneer deze procedure voortvloeit uit een openbare aanbesteding of een algemene offerte-aanvraag waarvoor de Waalse Regering haar instemming heeft gegeven maar waaraan geen gevolg kon worden gegeven wegens een problematische interpretatie hetzij van de bepalingen van het bestek, hetzij van de ingediende offertes.

In het bestek mogen slechts de aanpassingen aangebracht worden die te wijten zijn aan voormelde interpretatieproblemen;

2° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de onderhandelingsprocedure in de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, d en e, en 4°, en 39, § 2, 1°, d en g, 3°, c en d, en 5°, van de wet van 24 december 1993;

3° in het kader van de maatregelen van ambtswege, voor overheidsopdrachten die met één of meer derden gesloten moeten worden voor rekening van een in gebreke gebleven aannemer.

Art. 16. De beslissingen betreffende de gunning van de in de artikelen 13 en 15 van dit besluit bedoelde overheidsopdrachten moeten in de loop van de eerste maand na elk kalenderkwartaal, samen met het aanbestedingsrapport, door de bevoegde Minister voor informatie aan de Waalse Regering worden meegedeeld. De in artikel 13, § 1, bedoelde bedragen moeten daarbij in acht genomen worden.

Art. 17. De beslissingen betreffende de keuze van de gunningswijze en van de gunning van de in de artikelen 13 en 15 van dit besluit bedoelde overheidsopdrachten moeten in de loop van de eerste maand na elk kalenderkwartaal, samen met het aanbestedingsrapport, door de bevoegde Minister voor informatie aan de Waalse Regering worden meegedeeld. De in artikel 13, § 1, bedoelde bedragen moeten daarbij in acht genomen worden.

De aankondiging van opdracht, het rapport van de opdrachtaanalyse en de gezamenlijke rapporten van de Regeringscommissarissen moeten eveneens aan de Waalse Regering meegedeeld worden.

Art. 18. Het bedrag van de overheidsopdrachten moet al naar gelang van het geval geraamd worden volgens de regels die bedoeld worden in de artikelen 2, 28 of 54 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, of in de artikelen 2, 21 en 41 van het koninklijk besluit betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie.

In geval van gunning van bijkomende werken, leveringen of diensten volgens de onderhandelingsprocedure onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 17, § 2, 2°, a, 3°, b, en 39, § 2, 2°, a, 3°, b, 4°, b, en 6°, van de wet van 24 december 1993, wordt het bedrag van de hoofdupdracht eveneens in aanmerking genomen.

Art. 19. Voor de materies die tot hun bevoegdheden behoren, hebben de Ministers machtiging om de wetten, decreten, besluiten, verordeningen en omzendbrieven toe te passen, onverminderd de andere bepalingen van dit besluit.

Voor de materies die tot de bevoegdheden van verschillende Ministers behoren, wordt bij het uitwerken van de voorstellen overleg gepleegd met het oog op hun gezamenlijke bijwerking en medeondertekenen de betrokken Ministers de overeenkomst die er eventueel uit voortvloeit.

Art. 20. Voor de dossiers omtrent de doelstellingen 1, 2 en 5, b van de structurele fondsen, is de Minister-President belast met de interne coördinatie op gewestelijk niveau. De indiening van dezelfde dossiers bij de Waalse Regering behoort tot de gezamenlijke bevoegdheid van de Minister-President en de Minister van Internationale Betrekkingen. Alleen deze laatste is bevoegd voor hun overbrenging aan de Europese instellingen.

Het voorzitterschap van de verschillende comités wordt bekleed als volgt :

1. Toezichtcomité (CDS) :

— Voorzitter : de Minister van Internationale Betrekkingen

2. Technische en financiële comités (CTF) en technische groepen

* *CTF - FEDER - Economie en attractiviteiten* :

— Voorzitter : de Minister van Internationale Betrekkingen

— Ondervoorzitter : de Minister van Economie

* *CTF - F.S.E. - Menselijke hulpbronnen* :

— Voorzitter : de Minister van Vorming

— Ondervoorzitter : de Minister van Internationale Betrekkingen

* *Technische groep Feoga* :

— Voorzitter : Minister van Landbouw

— Ondervoorzitter : Minister van Internationale Betrekkingen

* *Technische groep doelstellingen 3 en 4* :

— Voorzitter : Minister van Tewerkstelling

— Ondervoorzitter : Minister van Internationale Betrekkingen.

Art. 21. Vooraleer een beslissing wordt genomen, plegen de Minister tot wiens bevoegheden de Vestiging behoort, en de Minister van Ruimtelijke Ordening en Uitrusting overleg over de dossiers betreffende de vestiging van de gewestelijke diensten en instellingen.

Art. 22. Vooraleer een beslissing wordt genomen, plegen de Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu en Natuurlijke Hulpbronnen overleg over de dossiers betreffende investeringen van meer dan vijftig miljoen in de houtfilière.

Art. 23. Vooraleer een beslissing wordt genomen, vraagt de Minister van Uitrusting het advies van de Minister van Economie over elke aanvraag om erkenning van aannemers.

Art. 24. Elke Minister bepaalt de onteigeningen die nodig zijn voor het uitoefenen van zijn bevoegdheden.

Art. 25. De Waalse Regering accrediteert de inspecteurs van Financiën en stelt hen bij haar leden aan op de voordracht van de Minister van Begroting.

Art. 26. Het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot regeling van haar werking, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 27. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 28. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[97/21144]

3 AVRIL 1997. — Arrêté royal portant nomination du président du conseil d'administration de l'Orchestre national de Belgique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et notamment l'article 15;

Vu la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 mai 1960, par l'arrêté royal n° 267 du 31 décembre 1983 et par la loi-programme du 22 décembre 1989;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. August Lodewijk Vriens, né à Tongerlo, le 17 juin 1954, est nommé président du conseil d'administration de l'Orchestre national de Belgique pour une période de trois ans prenant cours le 1^{er} avril 1997.

Art. 2. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 3 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[97/21144]

3 APRIL 1997. — Koninklijk besluit houdende benoeming van de voorzitter van de beheerraad van het Nationaal Orkest van België

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wet van 22 april 1958 houdende statuut van het Nationaal Orkest van België, gewijzigd bij de wet van 23 mei 1960, bij het koninklijk besluit nr. 267 van 31 december 1983 en bij de programmawet van 22 december 1989;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer August Lodewijk Vriens, geboren op 17 juni 1954, te Tongerlo, wordt tot voorzitter benoemd van de beheerraad van het Nationaal Orkest van België, voor een periode van drie jaar, ingaande op 1 april 1997.

Art. 2. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 3 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF